OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°125 26 SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ACTUALITE REGIONALE
- CONJONCTURE
- ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- PROJETS ET FINANCEMENTS
- SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ENTREPRISES
- CARNET ET AGENDA

TOGO : CREATION DU CONAC POUR LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

AFRIQUE DU SUD : MOODY'S REDUIT DE MOITIE SES PREVISIONS DE CROISSANCE POUR L'AFRIQUE DU SUD EN 2018

NIGERIA : EMEFIELE GODWIN GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE NOMME PRESIDENT DE LA ZONE MONETAIRE D'AFRIQUE DE L'OUEST

ETHIOPIE : FORT INTERET D'ELSLE POUR LE PORT DE MASSAWA EN ERYTHREE

TANZANIE : REVUE DES CRITERES D'EMPLOI POUR LES TRAVAILLEURS EXPATRIES

COTE D'IVOIRE : OPERATION DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2018

KENYA : INVESTISSEMENT D'EGIS DANS LES MINI-RESEAUX

BURKINA FASO : REBRANDING AFRICA FORUM À OUAGADOUGOU

KENYA : RELANCE DE LA FILIERE CAFE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

Nigeria : l'inflation est repartie à la hausse au mois d'août.

D'après le dernier rapport du Bureau National des Statistiques (NBS), l'inflation a atteint 11,23 % en août, en glissement annuel (g.a.), contre 11,14% en juillet. C'est la première hausse de l'inflation en g.a après 18 mois consécutifs de désinflation. Ce chiffre reste supérieur à l'objectif gouvernemental fixé entre 6 et 9 % pour 2018, et ce malgré une politique monétaire restrictive, restée inchangée depuis de la dévaluation de juillet 2016.

william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

Ghana : L'inflation au mois d'août s'établie à 9,9%.

D'après le *Ghana Statistical Service*, l'inflation aurait augmenté de 30 pdb pour atteindre 9,9% en août, après une diminution de 40 pdb entre juin et juillet. Elle aurait augmenté de 30 pdb sur les trois derniers mois. Cette évolution serait principalement due à la dépréciation du cedi par rapport au dollar (de l'ordre de 4,5% depuis le 1er janvier) et au renchérissement des prix de l'essence, qui ont entrainé une augmentation du coût des biens importés (taux d'inflation à 11,7%) et des tarifs de transports (15,1%). Pour rappel, la Banque centrale ghanéenne s'est fixé un objectif d'inflation compris entre 6% et 10% en 2018 et a décidé d'une réduction de 100pdb de son taux directeur en mai ; il est aujourd'hui à 17%.

virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Afrique du Sud : Augmentation de la production manufacturière de 2,9% en juillet

La production manufacturière a progressé de 2,9% au mois de juillet 2018 par rapport à la même période en 2017, après une augmentation (révisée à la baisse) de 0,6% en juin dernier et au-delà des prévisions du marché. Le rebond du poste « produits pétroliers et chimiques », après deux mois de baisse consécutive, a contribué positivement à ces bons résultats.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.f

Afrique du Sud : Moody's réduit de moitié ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud en 2018

L'agence de notation *Moody's* a annoncé, jeudi 6 septembre, avoir réduit de moitié ses prévisions de croissance économique pour l'Afrique du Sud pour 2018, suite à l'entrée du pays en récession technique au premier trimestre. *Moody's* table désormais sur une croissance comprise entre 0,7% et 1%, alors que sa précédente estimation s'élevait à 1,5%. Néanmoins, l'agence reste optimiste quant à la situation économique du pays et à sa trajectoire d'endettement, notamment en raison de la bonne dynamique de la croissance mondiale. *Moody's* devrait publier une nouvelle estimation du risque souverain du pays, le 12 octobre prochain.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

Angola : La dette de l'Angola vis-à-vis de la Chine s'élèverait à 23 Mds USD

Le ministre des Finances angolais, Archer Mangueira, a déclaré, lors du 7ème forum sur la coopération sino-africaine qui s'est tenu les 3 et 4 septembre dernier, que la dette de l'Angola détenue par la Chine s'élevait à près de 23 Mds USD. Dans le même temps, les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de plus de 22% au premier trimestre – en particulier, la Chine achète toujours plus de pétrole angolais.

quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

Mozambique : Rebond de l'inflation à 5,2% en août

Après avoir diminué à 2,3% en avril dernier, le taux d'inflation est reparti à la hausse : il se situait à 4,7% en juillet et s'établit désormais à 5,2% pour le mois d'août. Le regain des pressions inflationnistes doit être principalement attribué à l'augmentation des prix des transports et des services de santé (respectivement +20% et +15%).

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

Namibie : Ralentissement de l'inflation à +4,4% en août

En août, l'inflation a ralenti à +4,4% contre +4,5% enregistré le mois dernier. Cette baisse est en grande partie attribuable à la baisse des prix alimentaires.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

Régional : Signature du programme *EcoFisheries* par l'UE et la COI

L'Union européenne (UE) et la Commission de l'Océan Indien (COI) ont annoncé le 13 septembre la signature du programme relatif à la contribution de la pêche durable à l'économie bleue dans les régions de l'Afrique de l'Est, Australe et Océan Indien (EcoFisheries). D'un montant global de 29,4 MEUR, il est financé à hauteur de 28,0 MEUR par une subvention de l'UE issue du 11ème FED. Il s'articulera autour de trois axes stratégiques : le renforcement des politiques régionales et cadres institutionnels, le renforcement des capacités à travers l'appui au Plan Régional de Surveillance des Pêches et le soutien aux initiatives de gestion des pêcheries continentales et maritimes, notamment les projets pilotes initiés sous le programme SmartFish.

eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Classement IDH 2018 : le Niger retrouve la dernière place du classement mondial

A l'exception de ces deux dernières années, le Niger retrouve la dernière place dans le classement mondial en matière de développement humain. Ainsi, selon le rapport 2018 sur l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) le Niger est, sur le plan mondial, le pays où la population bénéficie de la moins bonne qualité de vie. Il occupe la 189^{e} place sur 189 pays comptabilisés par le rapport. Le Burkina Faso perd également une place au 183^{e} rang, juste derrière le Mali (182^{e}, -7 places), la Guinée Bissau (177^{e}, +1), la Guinée (175^{e}, +8), la Côte d'Ivoire (170^{e}, +1), le Togo (165^{e}, +1), le Sénégal (164^{e},-2), le Bénin (163^{e}, +4) et la Mauritanie (159^{e},-2).

cossuc@afd.fr

10ème commission technique du GABAC (groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale)

Sous présidence gabonaise, les travaux de la commission, qui seront présentés aux Ministres de la zone le 28 septembre prochain, se sont déclinés en deux ateliers : les revues pays (chaque pays devant présenter les améliorations réglementaires et financières engagées sur la période) et les études de recherche qui se concentrent sur la définition de tendances/menaces criminelles nécessitant une vigilance. Cette année, l'immobilier, les nouveaux moyens de paiements, l'impact du *de-risking* sur l'économie de la sous-région, et le statut des organismes à but non lucratif ont été retenus comme thèmes de travail pour les prochains mois.

jean-luc.viette@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

Kenya : Expiration du programme FMI.

Le programme *Stand-By arrangement* (SBA) approuvé en mars 2016 et portant sur un montant de 1 Md USD est arrivé à expiration le 14 septembre. Afin d'accéder à un nouveau programme, deux conditions préalables, dont aucune n'est remplie à ce stade, sont exigées par le FMI : la revue de la loi sur l'encadrement des taux bancaires ainsi que l'établissement de mesures claires de consolidation fiscale. Selon le gouvernement, le renouvellement du *SBA* n'est pas nécessaire, les réserves de dollars du pays – équivalentes à 5,7 mois d'importations – étant suffisamment confortables pour parer à tout éventuel choc externe. La sortie du SBA constitue cependant un signal négatif à l'endroit des marchés financiers et des investisseurs.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Kenya : Cacophonie autour de la taxe carburant

Le principe d'un assujettissement de la vente de carburants à la TVA a été voté en 2013 mais les parlementaires ont constamment repoussé son entrée en vigueur. Début septembre, le ministre des finances a émis une directive rendant immédiate la mise en place d'une TVA à 16 % sur les carburants. Cette décision a suscité de vives protestations dans les rangs parlementaires, ces derniers ayant inscrit dans la loi de finance 2018/2019 – non encore votée – une prolongation de l'exemption de deux années supplémentaires. L'exécutif s'est alors vu contraint de proposer au parlement une réduction de moitié de la taxe, soit un taux de 8 %, afin d'accélérer le vote de la loi de Finances 2018/19, qui cumule déjà deux mois et demi de retard.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Madagascar : Révision à la hausse des prix à la pompe

La nouvelle hausse des prix des carburants – la sixième depuis janvier 2018 – est effective depuis le 11 septembre. Le pétrole lampant – huile légère obtenu après distillation du pétrole –, le gazole et le carburant ont tous trois connu une hausse de 50 MGA (0,015 USD) par litre, pour respectivement afficher à la pompe 2 580 MGA (0,76 USD), 3 500 MGA (1,03 USD) et 4 150 MGA (1,22 USD) le litre. Dans sa dernière note explicative, l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) stipule que les prix des carburants sont encore subventionnés à hauteur de 367 MGA (0,11 USD) par litres. Dans un contexte de hausse continue des cours internationaux du baril et de dépréciation de l'ariary face au dollar, l'Etat continue en effet à appliquer un système de lissage des prix pour éviter une hausse brutale et ménager le budget des consommateurs.

eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Ouganda : Baisse de la contribution du secteur agricole au PIB

Selon un rapport de la Banque mondiale publié en juin 2018 et intitulé « *Closing the Potential Performance Divide in Ugandan Agriculture* », le secteur agricole emploie 70 % des Ougandais, mais ne contribue aujourd'hui qu'à hauteur de 21 % au PIB, une part en baisse continue depuis 1990 où elle s'élevait à 55 %. Cette baisse s'explique par la faible productivité du secteur, imputable notamment à la dégradation des sols : selon ce même rapport, l'Ouganda perdrait chaque année l'équivalent de 4 à 12 points de PIB à cause de la dégradation des sols. Sur la période 1990-2016, le secteur manufacturier a pour sa part vu sa contribution au PIB passer de 14 à 31 % et celle des services de 31 % à 47 %.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Somalie : Regain de tensions entre le gouvernement somalien et les états fédérés.

Le Conseil de coopération inter-Etats, réuni du 4 au 8 septembre à Kismayo, a décidé la suspension *sine die* des relations de travail des états fédérés avec le gouvernement central. En particulier, les états fédérés reprochent au gouvernement de ne pas être associés à la conception et la mise en œuvre de la transition sécuritaire. En matière financière, ils regrettent l'absence de mise en œuvre complète des engagements du gouvernement, notamment sur les transferts fiscaux. Enfin, sur le plan politique, ils dénoncent « l'ingérence » du gouvernement dans leurs affaires internes, faisant référence au soutien financier de la présidence à l'opposition dans certains états. Cette décision, prise quelques jours avant la reprise des travaux parlementaires à Mogadiscio le 10 septembre, risque encore une fois de fragiliser l'action du gouvernement dans les prochains mois.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Soudan : Nouveau gouvernement et annonces économiques

Un nouveau gouvernement resserré de 20 ministres et 27 secrétaires d'Etat a été composé le 15 septembre. Le nouveau Premier ministre, Moutaz Moussa, également nommé ministre des finances et de la planification économique, a indiqué que les quatre priorités du président et du premier vice-président étaient la réforme économique, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la réforme du service public. Il s'est engagé à établir la paix avant les élections de 2020 et à stopper la détérioration de la valeur de la livre soudanaise.

olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : Amendement de la loi sur les statistiques

Le Parlement tanzanien a amendé la loi sur les statistiques de 2015. Désormais, toute publication statistique qui n'aura pas été approuvée par le Bureau National des Statistiques (NBS) constituera un crime passible de trois ans d'emprisonnement. L'objectif affiché est de s'assurer que toutes les statistiques rendues publiques sont exactes et qu'elles répondent aux critères et normes établis par le NBS.

beatrice.alperte@diplomatie.gouv.fr

Côte d'Ivoire : exécution du budget d'Etat à fin juin 2018

Le gouvernement a publié un point semestriel sur l'exécution du budget d'Etat 2018. Pour mémoire, celui-ci s'élève à 6 756 Mds FCFA (10,3 Mds EUR), soit une hausse de 4,8% par rapport à la loi de finance rectificative de 2017. Le premier semestre 2018 est marqué par des objectifs de mobilisation de revenus quasiment atteints, grâce à l'émission de l'Eurobond (1,7 Md EUR) et à la bonne tenue de certains postes fiscaux. Le niveau d'exécution des dépenses est conforme aux objectifs pour les dépenses courantes prises dans leur ensemble, avec des disparités sur les volets de dépenses dites « pro-pauvres ». Les dépenses d'investissements ont quant à elles, été exécutées à moins de 40% sur l'objectif annuel.

saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Mali : nouvelle lettre de mission pour le Premier ministre dominée par le développement économique

Reconduit dans ses fonctions le 4 septembre 2018, le Premier ministre malien, Soumeylou Maïga Boubéye, vient de recevoir une lettre de mission émanant du Président de la République. Celle-ci, majoritairement orientée sur les sujets économiques, s'articule autour de plusieurs projets prioritaires, notamment : (i) le renforcement et la mécanisation de l'Agro-industrie ;(ii) le développement des infrastructures des transports ; (iii) le lancement d'un plan d'action pour favoriser les nouvelles technologies numériques.

abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

Mauritanie : hausse des échanges extérieurs au cours du 1er trimestre 2018

Les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde ont atteint à 46,59 M MRU au 1er trimestre 2018 enregistrant une hausse de 23,5 % par rapport au trimestre précédent (37 M MRU, soit 884 500 EUR). Cette hausse est liée à celle des importations et en particulier de biens d'équipement (+41,9 %). Toutes les exportations sont également en hausse excepté le cuivre 9%. Les exportations mauritaniennes restent composées essentiellement de produits de la pêche (46,5 %) et de minerai de fer (29,1 %). L'Europe reste le 1er partenaire commercial avec en tête l'Espagne (25,7 % des échanges), la Suisse (14,1 %), la Belgique (10,1%), la France (11,0 %), les Pays-Bas (8,4 %) et l'Allemagne (7,2 %).

mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Nigéria : les syndicats imposent un ultimatum au gouvernement pour un accord sur le salaire minimum

Lors d'une déclaration commune effectuée à Lagos, les organisations de travailleurs Nigeria Labour Congress, Trade Union Congress of Nigeria et United Labour Congress ont sommé le gouvernement de finaliser l'accord sur le salaire minimum sous deux semaines. Aujourd'hui fixé à 18 000 nairas (environ 43 EUR) les syndicats réclament son relèvement à 66 500 NGN (157 EUR). En cas de non-respect de cet ultimatum, les syndicats menacent le gouvernement de perturbations sociales. Pour rappel, le salaire minimum n'a pas évolué depuis 2011, alors même que l'inflation a été de 11,5% par an en moyenne sur cette période.

william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

Nigeria : Emefiele Godwin gouverneur de la Banque centrale nommé Président de la Zone monétaire d'Afrique de l'ouest (Nigéria, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone)

Dans sa déclaration d'investiture, le nouveau Président aurait exhorté les pays membres à respecter les critères de convergence dans l'optique de la création d'une monnaie unique à l'horizon 2020, tout en les mettant en garde contre les potentiels effets néfastes d'une union monétaire. Cette nomination, qui intervient quelques semaines seulement après le début de la présidence Buhari à la tête de la CEDEAO, place le Nigéria au cœur des discussions pour l'établissement d'une monnaie commune en Afrique de l'ouest.

william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

Nigéria : 8e pays le plus attractif pour les investisseurs en Afrique

D'après le rapport « Où investir en Afrique 2019 », publié par la banque d'affaires *Rand Merchand Bank*, se basant sur une série d'indicateurs comme le PIB réel en parité de pouvoir d'achat (PPA), les prévisions de croissance économique et l'environnement des affaires, le Nigéria est le 8ème pays le plus attractif pour les investisseurs en Afrique. Depuis la crise de 2016, ayant entraîné la chute du prix du baril de pétrole et la dévaluation du naira, le Nigeria ne figurait plus dans le Top 10. Le Ghana et la Côte d'Ivoire se classent respectivement 9ème et 10ème alors que l'Egypte (1ère), l'Afrique du Sud (2ème) et le Maroc (3ème) occupent le haut du tableau.

adouni.arinloye@businessfrance.fr

Ethiopie : Fort intérêt d'ELSLE pour le port de Massawa en Erythrée

L'entreprise publique *Ethiopian Shipping & Logistics Service Enterprise* (ESLSE) a manifesté son intérêt pour reprendre l'exploitation du port érythréen de Massawa dans le cadre d'un appel d'offres. Le Premier ministre éthiopien s'y était rendu le 5 septembre pour assister au chargement minerai de zinc d'un navire d'ELSLE à destination de la Chine. Depuis la réouverture des postes-frontières routiers le 11 septembre, le port de Massawa pourrait permettre à l'Ethiopie de diversifier ses corridors maritimes.

Pierre.sentenac@dgtresor .gouv.fr

Ethiopie : Licenciements en vue chez MetEC

L'entreprise d'État *Metals & Engineering Corporation* (MetEC), conglomérat militaro-industriel qui compte 20 000 employées, est en train d'opérer un vaste plan de licenciements. L'échec de mégaprojets impliquant la société MetEC, qu'il s'agisse de la construction de onze sucreries, dont aucune n'est aujourd'hui opérationnelle, ou encore des retards pris sur le barrage emblématique de la Renaissance, l'a contraint à se séparer d'une partie de son personnel. La restructuration de l'entreprise est attendue pour octobre.

Pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : Partenariat entre *Mastercard, BAncABC* et *Vodacom* pour le lancement d'une carte de paiement virtuelle.

L'opérateur de téléphonie mobile, Vodacom, vient de lancer sa « carte virtuelle M-Pesa ». La carte est destinée aux détenteurs de portefeuilles mobiles M-Pesa – un système de transfert d'argent par téléphonie mobile aujourd'hui utilisé par 8,6 millions de tanzaniens. Ces derniers pourront ainsi effectuer des paiements sur tous les sites internet et applications mobiles, locaux ou internationaux, à condition que Mastercard soit accepté comme outil de paiement. La carte virtuelle sera directement rechargeable à partir du compte M-Pesa.

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : Revue des critères d'emploi pour les travailleurs expatriés

Le ministre du Travail a organisé cet été plusieurs consultations concernant les permis de travail octroyés aux ressortissants non-tanzaniens, en portant une attention particulière aux secteurs de la santé, du tourisme, de la finance, de l'extraction minière et des TIC. Plusieurs acteurs locaux étaient conviés, aux premiers rangs desquels la fondation pour le secteur privé tanzanien, l'association des employeurs tanzaniens, la confédération des syndicats ainsi que les principaux employeurs étrangers. Les parties prenantes ont été invitées à dresser une liste des métiers concernés par ces permis de travail et à estimer le niveau de compétences requis.

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Bénin : mise à disposition d'une ligne budgétaire pour la restructuration de l'APIEX

En vue d'améliorer l'efficacité de ce guichet unique, les fonds disponibles permettront à la structure d'assainir sa masse salariale et recruter le personnel adéquat, de renforcer son système d'information, de mettre en œuvre le plan d'actions 2018 de l'indice *Doing Business* et de procéder à la viabilisation de la Zone Economique Spéciale (ZES) de Sèmè.

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : un dispositif de soutien au profit des PME/PMI

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat lance un dispositif pour améliorer l'accès au financement bancaire des PME/PMI burkinabè dans les États-membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Les entreprises inscrites au registre du commerce ayant un chiffre d'affaires inférieur à 1 Md FCFA et une comptabilité à jour sont éligibles au programme. 18 structures, organisées autour de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises du Burkina Faso (CGPME-BF) auraient été également identifiées pour accompagner les PME/PMI.

michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : opération de passation des marchés publics à fin juin 2018

Selon le gouvernement, le montant des marchés approuvés au 2^{e} trimestre 2018 s'est élevé à 639 Mds FCFA (974 M EUR), soit une hausse de 64% par rapport à fin juin 2017. Les procédures concurrentielles ont représenté en valeur 86,7% des marchés approuvés à fin juin 2018, mais en nombre, elles n'ont représenté que 45% des marchés. La part des procédures non concurrentielles (gré-à-gré) a été de 12% du montant des marchés approuvés. Le délai moyen de passation des marchés a atteint 105,8 jours à fin juin 2018, contre un délai règlementaire de 88 jours. Ce délai est élevé dans des secteurs clés comme les infrastructures économiques (155,5 jours), la sécurité (146 jours) et l'éducation nationale (128 jours).

saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Togo : création du CONAC pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Le Conseil des Ministres vient d'entériner la création du Comité national de coordination des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (CONAC), qui remplacera l'actuel conseil interministériel compétent en la matière. Placé sous tutelle du Ministère de l'économie et des finances, la structure permettra de renforcer les efforts du gouvernement dans ce domaine, qui a fait adopter dernièrement une loi obligeant tout transport de devises dépassant 15 M FCFA à faire l'objet d'une autorisation douanière.

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

Rwanda : Lancement par USAID d'un fond destiné au financement de l'agriculture locale.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) vient de lancer un fonds doté de 44 MUSD destiné à soutenir l'agriculture locale rwandaise. Disponible pour une période de cinq ans, le fonds permettra de financer des prêts et des investissements dans les petites et moyennes entreprises du secteur agricole. Selon USAID, il devrait permettre de créer 30 000 emplois sur la période 2019-2023. D'après les statistiques de la banque centrale, le secteur agricole n'a bénéficié que de 1,5 % de l'ensemble prêts octroyés au premier semestre 2018.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Cap-Vert : la BAfD alloue 40 M EUR au Plan Stratégique de Développement

L'Etat cap-verdien et la Banque africaine de développement (BAfD) ont signé un accord de prêt de 40 M EUR, décaissé en deux fois (20 M EUR en 2018 et 20 M EUR en 2019). Cet appui financier servira à financer les projets du nouveau Plan stratégique de développement durable 2017-2021 (PSDD). Il s'inscrit dans le cadre du Programme d'amélioration de la compétitivité du secteur privé et de développement de l'économie locale de la BAD qui vise à revitaliser l'économie du Cap-Vert à travers un appui au secteur privé.

diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

Mali : don de 7,8 Mds FCFA (12 M EUR) de la Banque africaine de développement (BAfD)

Le protocole d'accord vient d'être signé par le ministre de l'Economie et des finances, Boubou Cissé, et Djoussou Lorng Haly Louise, Responsable pays de la BAfD. Ce financement est destiné au Projet d'appui à la compétitivité de l'économie malienne (PACEM). Le PACEM se décline en plusieurs projets sectoriels : (i) développement rural, (ii) énergie, (iii) eau et assainissement, (iv) les infrastructures routières et la gouvernance. Le don porte à environ 345 Mds FCFA (526 M EUR), la valeur du portefeuille actif de la BAD.

abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

Niger: la Banque mondiale approuve un décaissement de 80 MUSD

La Banque mondiale a approuvé un décaissement de 80 M USD pour le Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA), qui vise à améliorer l'accès aux services sociaux de base et aux possibilités économiques pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les régions de Tillabéri, Diffa, et Tahoua. Le Niger accueille actuellement plus de 280 000 personnes déplacées du fait des différents conflits dont environ 158 000 réfugiés. PARCA est l'un des 500 projets mis en œuvre dans le cadre de l'Alliance Sahel, une initiative qui vise à soutenir les efforts de développement des pays du G5 Sahel en promouvant une approche intégrée de la sécurité et du développement.

cossuc@afd.fr

Sénégal : les Pays-Bas accordent un don de 20 M EUR pour la dépollution de la Baie de Hann

La finalité du projet est la restauration durable de la qualité des eaux de la baie, par le traitement de 95% de la pollution bactérienne. Il permettra de protéger le milieu marin mais également d'améliorer la situation sanitaire des populations riveraines (55 000 personnes). Cet appui financier des Pays-Bas complète un prêt de l'Agence française de développement (AFD), d'un montant de 30 M EUR, initialement accordé en 2009. Le financement néerlandais permet la relance de ce grand projet, à la suite du retrait de la Banque européenne d'investissement.

diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

Sénégal : la BAfD approuve une garantie partielle du risque de change

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé au profit du Sénégal une garantie partielle de crédit pour la couverture du risque de change (GPCRC) lié notamment aux récentes émission d'eurobonds libellées en dollar, pour un montant de 470 M EUR sur 15 ans.

diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

Cameroun : un financement de 30 Mds FCFA de la Banque Mondiale pour renforcer la sécurité aérienne

Le projet de développement du secteur des transports (PDST) lié au volet aérien en cours au Cameroun a bénéficié de cet appui. Par ce projet, le gouvernement vise à améliorer la sûreté et la sécurité aériennes au Cameroun. Les différentes activités du projet s'exécuteront dans les aéroports de Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua. L'aviation civile est également dans un processus d'aménagement des aéroports secondaires comme Bertoua, Ngaoundéré ou Bafoussam. Pour rappel, l'objectif du projet est de redynamiser la desserte de ces places aéroportuaires dans la perspective de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2019.

evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

Agriculture et agroalimentaire

Nigeria : accord d'investissement de 2 Mds USD avec le groupe chinois Shangdong Ruyi dans le secteur cotonnier.

Aujourd'hui sous la forme d'une signature d'un mémorandum d'entente (MoU) en marge du Forum sur la coopération sino-africaine, ce partenariat devrait venir renforcer le secteur sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, a annoncé le Ministre de l'Industrie, du commerce et de l'investissement, Okechukwu Enelamah. Ces investissements devraient être effectués dans les états de Katsina, Kano (au nord du pays), Abia et Lagos (au sud).

william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

Kenya : Relance de la filière café

Le gouvernement souhaite relancer la production de café et faire de cette production une activité rentable pour les producteurs. L'objectif fixé est de faire passer la production de 40 000 t à 100 000 t dans les quatre prochaines années. Dans ce cadre, le gouvernement va débloquer 28 MUSD pour l'achat d'engrais qui seront mis à disposition des producteurs sur une base subventionnée. Il est également prévu la distribution de deux millions de plants de café pour renouveler les vergers avant la prochaine saison des pluies. Le ministère du commerce sera chargé d'améliorer la commercialisation via notamment la mise en œuvre d'actions de promotion.

Benoit.gauthier@diplomatie.gouv.fr

Côte d'Ivoire : reprise des exportations de caoutchouc brut

Un compromis a été trouvé entre les exportateurs de caoutchouc, les armateurs et le gouvernement, assurant la reprise des exportations. Depuis 3 mois les armateurs refusaient d'embarquer les cargaisons de caoutchouc brut jugées salissantes et sources de nuisibles, bloquant 60000 t chez les producteurs et 20000 t aux ports (10 M EUR). Une nouvelle procédure a été adoptée pour assurer l'équipement des conteneurs et le traitement au bromure du caoutchouc. Ces opérations sont chiffrées à 200 M FCFA (305 000 EUR) par le président de l'Association des exportateurs de caoutchouc naturel. Pour mémoire, l'Association Côte a été créée en 2018 pour assurer l'exportation à titre exceptionnel de la production non transformée en Côte d'Ivoire.

domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

Energie et matières premières

Nigeria : accords avec la Chine dans le secteur des hydrocarbures et des biocarburants.

A l'occasion du Forum sur la coopération sino-africaine la Bank of Industry (BoI) et l'Exim Bank of China ont signé un MoU pour un financement de 500 MUSD pour l'installation de raffineries et la mise en place d'un programme de récupération de gaz torché. La Société pétrolière nationale nigériane (NNPC) a par ailleurs signé 3 MoU avec des société chinoises. Le premier concerne la Société pétrolière offshore nationale de Chine (CNOOC) pour une coopération dans les domaines des services pétroliers sur site et de la R&D. Les deux autres, signés avec les consortiums sino-nigérians Obax-Complant et Capegate-Nanning, visent à la création de complexes de biocarburants au Nigeria.

barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

Angola : L'Angola veut porter sa couverture électrique de 40 à 60 % de la population en 2025 en s'appuyant sur les énergies renouvelables

En 7 ans, le Ministère de l'énergie prévoit une augmentation de 800 MW de la puissance d'énergie renouvelable installée. L'électricité actuellement produite provient à 60 % de l'hydroélectricité et 40 % d'origine thermique.

ulysse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

Kenya : Investissement d'*Egis* dans les mini-réseaux

L'entreprise d'ingénierie française Egis a annoncé une prise de participation à hauteur de 13,5 % dans la société portugaise RVE.Sol, qui développe des solutions solaires au Kenya. La compagnie opère notamment depuis 2011 un mini-réseau pilote à Sidonge, dans le comté de Busia à l'ouest du Kenya. Fonctionnant sur le modèle pay-as-you-go, ce projet pilote baptisé KUDURA est alimenté par une centrale hydride biomasse/solaire. Il propose une offre intégrée comprenant non seulement la fourniture d'électricité propre mais également des installations d'eau potable, de biogaz et de fertilisants biologiques. Un partenariat a été conclu entre RVE.Sol et Egis, au travers de sa filiale Wind-it, afin de développer une dizaine de nouveaux sites dans le comté de Busia d'ici la fin de l'année.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Togo : adoption de la loi sur la promotion des énergies renouvelables

La « loi relative à la promotion de la production d'électricité à base des sources d'énergies renouvelables » a été adoptée le 8 août 2018 par le parlement. Les exemptions fiscales durant la phase d'installation et d'exploitation y sont notamment exposées. Cette nouvelle loi met fin au vide juridique qui était observé dans ce secteur. Pour mémoire, le Togo a établi sa nouvelle feuille de route en matière d'électrification (2018-2030), à travers laquelle les énergies renouvelables joueront un rôle prépondérant, via la fourniture de kits solaires domestiques, de mini-centrales solaires PV non raccordées au réseau ou bien de centrales raccordées au réseau (programme de barrages hydroélectriques + programme Scaling Solar).

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

Industries

Cameroun: Atlantic Cocoa Corporation et la BDEAC signent un accord de financement de 7,2 Mds FCFA

Cette enveloppe représente le financement complémentaire relatif à la finalisation de la construction et la mise en exploitation d'une usine de transformation de fèves de cacao en produits semi-finis (masse, beurre et tourteaux) dans la zone industrielle du port en eaux profondes de Kribi. Atlantic Cocoa est la première entreprise à s'établir dans cette enceinte portuaire, suite à une convention signée le 24 janvier 2018 avec le port autonome de Kribi (PAK). La construction de cette usine représente un investissement de plus de 30 Mds FCFA. Elle bénéficiera d'une capacité de transformation de 48 000 tonnes de fèves de cacao par an, extensible à 64 000 tonnes.

evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Tchad : la seconde cimenterie du Tchad débute la commercialisation de son ciment

Le 12 juin 2017, la société Ciment d'Afrique (CIMAF) était inaugurée. Elle a, un peu plus d'un an après, commencé à commercialiser son ciment le mardi 11 septembre, suite à un lancement officialisé par le ministre des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé. La CIMAF dispose d'une capacité de production de 500 000 tonnes par an, extensible à 1 million de tonnes. La société marocaine CIMAF a investi 35 millions d'euros pour cette cimenterie, qui génère à l'heure actuelle plus de 200 emplois.

couleaudc@afd.fr

Services

Libéria : le nouveau terminal de l'aéroport Roberts International de Monrovia devrait entrer en fonctionnement d'ici la fin de l'année.

D'après le directeur général de l'Autorité aéroportuaire du Libéria, Wil Bako Freeman, le nouveau terminal de l'aéroport Robert International, dont la construction avait commencé en 2017, devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année 2018. Pour rappel, ce projet de 50 M USD est financé par l'Exim Bank of China et réalisé par l'entreprise China Harbour Engineering. Un appel d'offre devrait être prochainement lancé pour l'implantation de zones commerciales au sein du terminal. william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

Ghana : 8 protocoles d'accords signés lors de la visite du président ghanéen en Chine.

Cette visite s'est effectuée à l'occasion du Forum sur la coopération sino-africaine. Parmi ces nouveaux protocoles d'accord, deux principaux concernent le développement des infrastructures : ils entérinent le rattachement officiel du Ghana aux nouvelles routes de la soie, ainsi que l'octroi d'un prêt commercial de 2 Mds USD par l'entreprise chinoise Sinohydro, en vue de projets routiers. Par ailleurs, trois nouveaux projets ont été annoncés pour la construction (i) d'un terminal gazier par la *China Harbour Engineering Company* (350 M USD), (ii) du siège régional du constructeur de serveurs informatiques Inspur à Accra et (iii) d'une unité d'assemblage de camions par Sinotruk.
virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Afrique du Sud : Le président Ramaphosa fait des villes connectées une priorité

Le président Ramaphosa et son gouvernement font des villes connectées et intégrant l'internet des objets une priorité. La ministre de la science et de la technologie Mmamoloko Kubayi-Ngubane s'exprimait mardi lors d'une table-ronde ministérielle du forum mondial de l'union internationale des télécommunications à Durban
ulysse.arliguie@dgtresor.gouv.f

Afrique du Sud : Jaguar installe 82 bornes de recharge électrique dans le pays

Jaguar, en partenariat avec l'autorité de recharge des véhicules électriques GridCars, va installer 82 nouvelles bornes de recharge publiques. Cet investissement de 30 M ZAR va permettre le trajet des véhicules électriques dans les grandes villes et les routes principales. Des bornes de recharge seront également disponibles dans les concessions Jaguar Land Rover.
ulysse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

Bénin : création d'un comité béninois pour la restitution des biens culturels

Le Comité chargé de la coopération muséale et patrimoniale entre la France et le Bénin vient d'être créé par la partie béninoise, afin de disposer d'une institution compétente pour conduire les pourparlers avec la partie française au sujet de la restitution de biens culturels issus du patrimoine béninois. Cette décision fait suite à la requête officielle du gouvernement adressée à la France en date du 26 août 2016. Deux missions orienteront les actions du comité : (i) définir avec la partie française, le cadre de partenariat et les modalités de circulation et de restitution des œuvres culturelles et (ii) convenir des modalités de réalisation d'un inventaire exhaustif des biens concernés.

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : un boulevard périphérique autour de la capitale

Le PDG de l'entreprise Bonkoungou Mamadou et fils (EBOMAF) et le ministre des Infrastructures, Eric Bougouma ont signé une convention pour la réalisation du projet de construction du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou, long de 125 km. Ce projet est financé sous forme de prêt par la Société Générale Burkina Faso (SGBF) à hauteur de 181 Mds FCFA (276 MEUR).

michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Guinée : l'Italie finance le système sanitaire guinéen

La Guinée et l'Italie viennent de signer une convention de financement portant sur 20 M EUR. Selon le ministre des Finances guinéen, cette somme servira à renforcer le système de santé national ainsi qu'à la réalisation des infrastructures et la fourniture d'équipements sanitaires. Cette somme est remboursable sur 30 ans avec un taux d'intérêt nul.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

Burkina Faso : la Minoterie du Faso en vente

Le gouvernement burkinabè a annoncé la privatisation de la société publique La Minoterie du Faso (MINOFA) compte tenu de ses difficultés financières. L'État avait repris la Société nouvelle des grands moulins du Burkina (SN GMB) en cessation d'activité en 2013 et réhabilitée celle-ci, renommée MINOFA, pour 2,5 Mds FCFA (3,8 M EUR). Située à Banfora, dans l'ouest du pays, elle avait redémarré ses activités en mars 2016 avec pour mission la production de farines de blé et de maïs, d'aliments pour bétail et d'autres sous-produits.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Afrique du Sud : Durban accueillera du 10 au 13 septembre le forum mondial de l'union internationale des télécommunications (ITU)

Cette conférence sur le thème de l'innovation pour un développement numérique intelligent devrait accueillir 7 000 délégués et 39 ministres
ulysse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : 70e anniversaire de la CCI-BF du 13 et 14 septembre 2018

Le 70e anniversaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) des a été marqué par la signature de 2 conventions : l'une avec la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF), réseau de coopération et d'appui aux chambres consulaires pour le développement du secteur privé de l'Afrique francophone, et l'autre avec le Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG), un établissement public international spécialisé dans la formation, le conseil et la recherche en gestion, basé à Dakar. Un forum sur l'innovation a également permis de présenter le TOP 100 des femmes chefs d'entreprises et de procéder au lancement d'un site web sur l'entreprenariat féminin.

- valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : visite de Roch Kaboré au Ghana

Roch Marc Christian Kaboré, a effectué une visite de travail en République du Ghana, les 17 et 18 septembre 2018. Plusieurs sujets ont été évoqués dans les domaines de la coopération, notamment la lutte contre le terrorisme, le projet d'interconnexion électrique Bolgatanga-Ouagadougou, le projet de chemin de fer Ghana-Burkina Faso, le projet de pipeline Bolgatanga-Bingo, l'interconnexion des fibres optiques, etc. Le Président du Burkina Faso a également rencontré des représentants de la communauté burkinabè vivant dans ce pays, estimée à 3 millions de personnes.

- michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : Rebranding Africa Forum (RAF 2018) à Ouagadougou

La 5e édition du Rebranding Africa Forum (RAF 2018) se tiendra à Ouagadougou les 05-06 octobre 2018, sous le haut patronage de S.E.M. Roch Marc Kaboré, président du Burkina Faso, autour du Thème "Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique".

- michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Cameroun : Baloon lance officiellement ses activités le 20 septembre 2018

Après la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le courtier en assurance en ligne Baloon devrait démarrer son activité au Cameroun le jeudi 20 septembre. L'ambition du groupe est de s'implanter dans 15 pays Africains d'ici l'année 2020.
evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts
Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :
l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays)

AVEC LE CONCOURS DE :